

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2022)
Heft: 1

Artikel: Les ambitions islamo-impérialistes du président turc Erdogan
Autor: Del Valle, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1035330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre : Un faible nombre de vénérables F-4E sont toujours en service en Turquie. Ils sont désormais remplacés par des F-16 (pages suivantes).

International

Les ambitions islamo-impérialistes du président turc Erdogan

Alexandre Del Valle

Auteur, professeur et commentateur politique

Les ambitions panislamistes, irrédentistes, donc «néo-ottomanes» du président turc Recep Tayyip Erdogan sont une réalité géopolitique depuis plusieurs années déjà, et il ne reste plus guère d'hommes politiques et observateurs européens et même américains qui continuent à vanter la «modération» de l'islamo-conservateur Erdogan, longtemps présenté au public européen à qui on voulait vendre la candidature contre-nature d'Ankara, comme l'équivalent musulman des «démocrates-chrétiens». En quinze années d'erdoganisme, mélange de nationalisme turc de droite et d'islamisme néo-ottoman teinté de «frérisme», la Turquie de 2021 est loin d'avoir honoré sa promesse géopolitique des années 2000 de «zéro ennemi». A Chypre, en Grèce, en Syrie, en Libye, en Irak, en Egypte, la Turquie d'Erdogan est perçue comme un prédateur irrédentiste nostalgique du colonialisme turco-ottoman. En France, en Allemagne, mais aussi dans les Balkans et en Europe de l'Ouest, la Turquie fait peur et apparaît comme une puissance de plus en plus anti-occidentale qui voit dans la faiblesse et la désunion européenne une opportunité et dans les communautés turcophones et musulmanes issues de l'immigration des leviers de puissance extérieure, d'ingérence et des réserves électorales.

Le 2 janvier 2020, le Parlement turc a autorisé un déploiement de son armée en Libye en soutien au gouvernement pro-islamiste de Fayez Sarraj, à Tripoli, face à l'armée nationaliste du Maréchal Haftar soutenue par les Emirats, la Russie et l'Egypte. L'arrivée en Libye de combattants islamistes exfiltrés de Syrie par des militaires turcs est une mauvaise nouvelle pour l'Union européenne, car nombre de jihadistes vont pouvoir se mêler aux flux de «migrants» et gagner l'UE... Erdogan, que les Frères-musulmans voient en futur Calife, confirme ses visées impérialistes en reprenant pied dans les anciennes provinces ottomanes (Chypre, Grèce, Irak, Syrie, Libye, Tunisie). La Turquie convoite surtout les immenses réserves d'hydrocarbures de Libye et de Méditerranée orientale sous couvert de «défense des

musulmans et des minorités turques persécutés»... Moins de trois mois après sa troisième opération militaire dans le Nord de la Syrie qui a entraîné le massacre de milliers de Kurdes et l'exode de centaines de milliers d'entre eux, lâchés par les Etats-Unis, Erdogan réitère sa politique d'ingérence agressive en Libye. Nostalgique du Califat ottoman qu'il voudrait «rétablir en 2024», cent ans après son abolition par le laïque Atatürk détesté par tous les islamistes, le président turc veut élargir la «profondeur stratégique» de son pays dans les anciennes colonies ottomanes, officiellement au nom de «la défense des musulmans» et des «minorités turques» persécutées. Cette diplomatie belliciste ne menace pas que la Syrie ou la Libye: l'armée turque a souvent effectué des raids militaires en Irak, pour «défendre» les minorités turkmènes et viole en permanence les eaux et l'espace aérien de la Grèce, un bellicisme qui s'accroît depuis que d'immenses réserves de gaz et pétrole *off-shore* ont été découvertes en Méditerranée orientale.

Irrédentisme néo-ottoman au service de la guerre énergétique et de desseins électoraux

La Turquie est non seulement un territoire de transit pour le gaz et le pétrole arabes et perses du Golfe puis turcophone et russe de la zone Caucase-Mer Caspienne, mais elle convoite les énormes réserves de gaz *off-shore* découvertes large de la Syrie, du Liban, de Chypre, de la Grèce, de Libye, d'Israël et de l'Egypte, dont elle conteste les accords de délimitation des zones maritimes exclusives. Ankara mène ainsi des activités de forage illégales au sud de Chypre (alors qu'elle occupe illégalement 37% de l'île au nord et qu'elle n'y a aucun droit) et empêche par sa flotte navale militaire les entreprises française et italienne total et chypriotes de forer au sud de Chypre. Une provocation inouïe que l'Union européenne a condamné en vain en novembre dernier: Ankara a répliqué qu'elle continuerait de plus belle... Etonnante attitude de la part d'un pays-candidat à l'intégration au sein de l'UE! «*Nous avons étendu au maximum*

l'espace sur lequel nous avons autorité. Nous pouvons y mener des activités d'exploration conjointes et aucun autre acteur international ne pourra, sans autorisation préalable, mener d'opérations d'exploration dans les zones couvertes par cet accord. Chypre, l'Égypte, la Grèce et Israël ne peuvent pas construire de pipeline pour le transport de gaz sans avoir d'abord obtenu la permission de la Turquie», a déclaré Erdogan dans un style qui éclaire sur sa dimension prédatrice. Son slogan des années 2000 «zéro ennemis», destiné à amadouer les naïfs européens favorables à l'adhésion turque, fait aujourd'hui hurler de rire. Dans une émission diffusée le lundi 10 décembre sur la chaîne turque TRT, le néo-sultan a d'ailleurs prévenu que la Turquie mènerait des «activités d'exploration conjointes» avec la Libye, au large de Chypre, dans le cadre de l'accord conclu le 27 novembre entre Ankara et le gouvernement islamiste de Tripoli qui viserait à «défendre les droits de la Turquie dans la région»... Hydrocarbures et irrédentisme turco-ottoman : voilà les deux motifs qui expliquent la décision turque d'envoyer militaires turcs, miliciens islamistes pro-turcs et même jihadistes internationaux et arabes vaincus en Syrie vers l'ex-colonie ottomane libyenne, dont la capitale, Tripoli, est menacée par le général Haftar, l'homme fort de l'Est de la Libye. Erdogan justifie ce néo-colonialisme par le fait que les milices islamistes de Misrata, qui défendent le régime Frère-musulman et pro-turc de Tripoli, descendent de colons turco-ottomans. Or si le gouvernement de Tripoli, Favez Sarraj, lui-même descendant de Turcs, tombait, Erdogan perdrait un avant-poste stratégique en Méditerranée et en Afrique, où Ankara multiplie les bases militaires et comptoirs (Libye; Soudan, Somalie, Tunisie).

Chypre, un Etat européen semi-colonisé par la Turquie

Depuis 1974, Chypre est victime de partition et d'occupation directe du tiers nord de ses territoires par les troupes turques, au mépris de la légalité internationale et des conventions onusiennes. La découverte, ces dernières années, de gigantesques gisements gaziers en Méditerranée orientale n'a fait qu'attiser les tensions entre Ankara et Nicosie. Plus grave encore, malgré les avertissements de Washington et de l'Union européenne, Erdogan a défié la communauté internationale en envoyant récemment des navires de forages au large de Chypre, ce

qui a provoqué à juste titre cette réaction cinglante de la présidence chypriote : «*la Turquie persiste en suivant la voie de l'illégalité internationale... et en se transformant en Etat pirate en Méditerranée orientale*» (communiqué de la présidence chypriote du 19 janvier 2020).

La Grèce, adversaire multiséculaire, ennemi immédiat

Le conflit entre le berceau de la civilisation occidentale (Grèce) et le nouveau centre névralgique de l'internationale islamo-djihadiste (Turquie) remonte très loin dans l'Histoire. Membre de l'OTAN comme la Turquie, la Grèce est considérée par M. Erdogan comme un ennemi historique. En mai 2018, Recep T. Erdogan a publiquement menacé la Grèce d'une invasion imminente des îles de la Mer Egée (grecques) revendiquées par Ankara. Quelques mois auparavant, il a envoyé un pavillon militaire turc menacer des installations de forage gazier et pétrolier de la compagnie italienne ENI (et indirectement de celles de la française Total) à Chypre. Récemment encore, à l'occasion de la conférence internationale sur la Libye, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu, la Turquie a vivement critiqué la Grèce pour avoir accueilli la veille de cette conférence l'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Khalifa Haftar.

La Libye, future base de l'internationale djihadiste sous commandement turc

Pour couvrir son acte de piratage d'un semblant de «légalité», l'autocrate turc s'est empressé, fin novembre 2020, de signer avec le gouvernement dit d'union nationale (GNA) de Favez al-Sarraj, un accord controversé de délimitation maritime dans l'optique de faire valoir ses «droits» sur de vastes zones en Méditerranée orientale. Par-delà ses visées énergétiques et financières évidentes, cet accord unilatéral, doublé d'un pacte de coopération militaire entre la Turquie et sa désormais suzeraineté tripolitaine, obéit aussi à la stratégie de conquête islamiste dont Erdogan est devenu le principal chef de file depuis ce «printemps arabe» dont il devait, avec le Qatar, assurer le service après-vente en tant que modèle de l'islamisme «modéré». Depuis lors, le président turc a montré sa vraie nature de dictateur national-islamiste à l'intérieur de son pays et de calife néo-ottoman, expansionniste et mégalomane à l'extérieur. En faisant voter, début janvier 2020, par le parlement turc une motion l'autorisant d'envoyer des militaires en Libye, Erdogan a franchi une étape supérieure vers une escalade armée qui risque d'embraser toute la région, à commencer par les pays frontaliers (Égypte, Algérie, Tunisie, Soudan, Tchad, Niger). Dans un premier temps, il n'osera pas déployer son armée régulière comme il l'a fait en Syrie après le retrait américain, car cela le mettra nez à nez avec l'aviation égyptienne. Comme au début de la crise syrienne, il préférera, avec le soutien financier et logistique du Qatar, transférer en territoire libyen ses armées irrégulières qui opéraient en Syrie et en Irak, à savoir des milliers de terroristes de Daech, Al-Qaïda, Al-Nosra et autres légions turkmènes ottomanistes comme les brigades Sultan Mourad... Composé de toutes les nationalités y compris



européennes, cette armée de mercenaires islamistes -en phase totale et idéologique avec la majorité des dirigeants du gouvernement dit d'union nationale (GNA) auxquels s'oppose le maréchal Khalifa Haftar- constitue dans les mois et années à venir une menace majeure sur les deux rives de la Méditerranée. Plusieurs rapports indiquent qu'à la date de décembre 2019, près d'un millier de djihadistes syriens sont déjà arrivés en Libye par voie aérienne. Deux compagnies ont assuré ce transfert: Afriqiyah Airways et Al-Ajniha, dont le propriétaire n'est autre que l'ancien terroriste d'Al-Qaïda en Irak, le libyen Abdelhakim Belhaj, ex chef du Groupe islamique combattant libyen, devenu « gouverneur militaire de Tripoli » après la chute de Kadhafi en 2011, et qui est une pièce-maîtresse de la Turquie où il séjourne régulièrement. Selon les services de renseignement de plusieurs pays méditerranéens, Belhaj se serait par ailleurs considérablement enrichi depuis la chute du colonel Khadafi grâce au trafic de migrants qui lui aurait permis d'amasser une fortune de deux milliards de dollars¹.

La diplomatie frériste et pro-jihadiste au service des hydrocarbures

Depuis des mois, Erdogan négocie avec Moscou, Téhéran et Damas l'exfiltration de combattants islamistes pro-turcs et de jihadistes que la Turquie était censée neutraliser mais qu'elle a utilisés pour massacrer les Kurdes au nord de la Syrie et qu'elle a laissés prospérer à Idlib (Ouest), où sont concentrés 12000 jihadistes d'Al-Qaïda et où même le Calife de Daech, Al-Baghdadi, a pu se cacher jusqu'à ce qu'Ankara le livre aux Etats-Unis en échange du lâchage des Kurdes négocié avec Trump. Faisant d'une pierre deux coups, Erdogan justifie sa politique de transfert de jihadistes turkmènes, arabes et internationaux (dont des « Européens ») de la Syrie vers la Libye, par le fait qu'Ankara a le devoir d'aider le gouvernement pro-Frères musulmans et les milices de Misrata qui le défendent et qui sont d'origine turque à résister aux assauts du Maréchal Haftar, qu'Erdogan ne veut surtout pas voir stabiliser/réunifier la Libye. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), la Turquie a envoyé des centaines de jihadistes vers Tripoli et les combattants islamistes turcs auraient été dénombrés fin 2020 à plusieurs milliers en Libye, dont des ex-membres d'Al-Qaïda/al-Nosra). 1600 autres sont entraînés dans des camps en Turquie et dans le Nord de la Syrie. Nombre de mercenaires islamistes pro-turcs sont en train de quitter de la ville syrienne de Ras al-Ayn pour gagner la Libye via la Turquie et la Tunisie. Des milices islamistes pro-turques qui ont commis de terribles crimes de guerre en Syrie, notamment la division Sultan Murad, composée de Turkmènes syriens, les brigades Suqour al-Sham (Faucons du Levant) qui comporte nombre de jihadistes français et européens; ou Faylaq al-Sham (Légion du Levant), forte de 4000 hommes et affilié aux Frères-musulmans égyptiens, ont pris pied en Libye. Rappelons que les liens unissant les fronts syrien et libyens sont solides: l'Armée syrienne

libre avait été alimentée massivement par des jihadistes du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), qui avaient notamment sévi au profit d'Al-Qaïda en Iraq, puis de l'Otan en Libye pour renverser Mouammar Kadhafi. Le porte-parole de l'Armée nationale libyenne (LNA), le général Ahmed al-Mismari, a même révélé que les services turcs ont transféré vers la Libye des jihadistes de Jabhat al-Nosra (Al-Qaïda en Syrie) et de Daesh. L'armée turque a ouvert des centres de sélection et entraînement de mercenaires islamistes à Afrin, au nord d'Alep, sous la supervision d'Al-Jabha al-Shamiyyah, à Qibariyah, ou des Brigades Al-Mu'tasim à Al-Mahmoudiyah ou Al-Shamel ailleurs.

La Syrie, pays libéré mais détruit par la Turquie et partiellement occupé par elle

Incontestablement, avec le Qatar, la Turquie est le pays qui a le plus activement contribué à la destruction de la Syrie et ce de quatre manières: en étant le parrain de l'organisation criminelle des Frères musulmans qui voulait prendre le pouvoir en Syrie, en livrant des armes aux différentes factions islamistes, en intervenant directement et militairement dans le conflit syrien, en organisant, à partir de ses frontières avec la Syrie, le recrutement et le transfert de milliers de terroristes djihadistes étrangers, L'Etat syrien sorti vainqueur de cette guerre, il ne restait plus à Erdogan qu'à occuper une partie du Nord-Est de la Syrie. L'objectif stratégique d'Ankara est de créer une zone de sécurité, sorte de tampon de 30 km de profondeur s'étirant sur 480 km, de l'Euphrate à la frontière irakienne. Cette zone a pour vocation d'accueillir une partie des 3,6 millions de Syriens réfugiés en Turquie (dont nombre de miliciens islamistes) et doit aussi séparer la frontière turque des territoires conquis par les combattants kurdes qui ont résisté au déferlement des terroristes de Daech que soutenait Erdogan avant de les lâcher *in extremis* sous la pression américaine.

La Tunisie des Frères musulmans dans le jeu panislamiste et jihadiste néo-ottoman

Sans surprise, une autre nouvelle place-forte ex-(néo-)ottomane pro-turque, que les Frères-musulmans



¹ Houda Ibrahim, « Le Libyen Abdelhakim Belhaj: jihadiste, terroriste et milliardaire », *RFI Afrique*, 10 juin 2017.

d'Ennahda viennent de reconquérir électoralement : la Tunisie, participe à ce processus: le 25 décembre 2019, les présidents tunisien Kaïs Saïed et turc Recep Tayyip Erdoğan (accompagné par Hakan Fidan, le chef de ses services secrets turcs, le MIT, et ses ministres des Affaires étrangères et de la Défense), ont conclu un accord de transferts de mercenaires islamistes de la Syrie vers la Libye, avec la possibilité d'utiliser l'aéroport et le port de Djerba pour gagner ensuite Tripoli et Misrata. Simultanément, l'accord signé par Ankara avec le gouvernement d'union nationale (GNA) libyen de Fayez Al-Sarraj, permet à la Turquie de disposer d'une base et de ports en Libye, d'où elle peut étendre son influence en Méditerranée orientale. C'est dans ce contexte que des miliciens jihadistes du groupe Al-Sharqiyah, originaires d'Afrin (Ouest de la Syrie) sont installés par l'armée turque sur la côte libyenne d'où partent les bateaux de migrants pour l'Italie :

Ceci n'a rien de bon pour les Européens, car de Zuwara et Sabratha en Libye à Pozzallo, en Sicile, il n'y a que 230 km. Le néo-sultan/calife turc, grand adepte des rapports de force et des chantages (aux migrants, qu'il menace de lâcher vers l'Europe, ou aux 50 ogives nucléaires américaines abritées dans la base turque d'Incirlik, qu'il menace de confisquer), cache de moins en moins son mépris envers les Européens culpabilisés et divisés et les Occidentaux. Comme l'a alerté de député égyptien et essayiste islamologue AbdelRahim Ali, président de l'influent Think Tank CEMO (Centre d'Etudes sur le Moyen Orient), « *une partie de ces jihadistes acheminés par l'armée turque risque de faufler parmi les masses de migrants illégaux arrivant de l'Ouest libyen vers le Sud de l'Italie ou Malte grâce aux passeurs et au soutien des ONG migrationnistes, un vrai casse-tête sécuritaire pour l'Europe* », incapable de neutraliser les centaines de « revenants » ou de jihadistes libérés de prison bientôt rejoints par des jihadistes plus « pro- » venus de Syrie/Irak... Les exemples de terroristes arrivés en Europe depuis la Libye ne manquent pas. Alagie Touray, un citoyen gambien arrivés à Messine (Italie) depuis la Libye, au printemps 2018 et en attente du statut de réfugié, avait planifié une attaque en Europe. Après son arrestation en Italie, une vidéo contenant un serment de fidélité à Daesh avait été trouvée. Deux attentats terroristes majeurs d'ISIS, celui avec un camion en décembre 2016 sur un marché de Noël à Berlin par Anis Amri et l'attentat à la bombe contre le concert de Manchester par le terroriste suicidaire Salman Abedi en mai 2017, furent revendiqués par l'Etat

islamique, et étaient liés à des réseaux islamistes venus de Libye. A ceux qui continuent de penser que la Turquie pourrait un jour intégrer l'Union européenne, il convient de rappeler que la dérive néo-califale panislamiste d'Erdogan a transformé durablement l'ex-Turquie laïque-kémaliste, jadis pilier de l'OTAN face à l'ex-URSS, en une menace existentielle pour l'Union européenne et les pays arabes en guerre contre l'islam politique, et en une épée dans le flanc sud de l'OTAN piégée par elle-même.

L'Egypte, seule puissance régionale capable de stopper l'expansionnisme turc.

Les relations entre la Turquie et l'Egypte sont quasi inexistantes depuis la destitution en 2013 de Mohamed Morsi, issu de l'organisation terroriste des Frères musulmans et allié du dictateur turc. Croyant pouvoir devenir le maître du Proche-Orient après la chute de Moubarak et l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, Erdogan devait abandonner son rêve califal à la suite de l'élection du président Al-Sissi à la tête de l'Egypte. Depuis, toute l'opposition islamiste égyptienne a trouvé refuge en Turquie, d'où elle continue à mener ses actions subversives pour déstabiliser l'Etat égyptien. Dans le même but, le régime turc soutient les groupes islamistes armés au Nord-Sinaï et se réjouit de chaque opération terroriste menée par ces derniers contre des civils et des militaires égyptiens. Mais Erdogan a d'autres raisons d'en vouloir à l'Egypte. C'est dans les eaux territoriales chypriotes que se trouvent les plus grands gisements gaziers de Méditerranée. Une région exploitée par la Grèce, l'Égypte et Chypre qui ont conclu un accord tripartite. Cet accord n'est pas du goût d'Erdogan qui prétend y avoir des droits, du fait de son occupation du nord de Chypre.

En février 2018, la marine turque a entamé des manœuvres dans la région. Une vedette de garde-côtes grecs a été éperonnée et un navire de forage du pétrolier italien ENI a été chassé manu militari par Ankara. Il se rendait au champ gazier égyptien de Zohr. Le porte-hélicoptère Mistral Anouar el Sadate et plusieurs autres bâtiments, dont des sous-marins, ont aussitôt levé l'ancre d'Alexandrie pour défendre Zohr. Les deux plus puissantes marines de Méditerranée orientale, l'Égyptienne et la Turquie, se toisent aujourd'hui aux larges de Chypre et de Libye, avec tous les risques que l'on peut s'imaginer.

La percée turque dans l'ex-étranger proche russe arménien et azéri

La Turquie redevenue impériale, à la fois islamiste et panturquiste, encourage depuis des années déjà l'Azerbaïdjan à reconquérir « ses terres occupées ». D'un antagonisme essentiellement ethno-territorial, le conflit azéro-arménien du Karabakh prend donc de plus en plus, comme l'a voulu le néo-Sultan Erdogan, une connotation de (re)conquête religieuse islamique contre les chrétiens autochtones « infidèles » du Nagorny-Karabakh. Certes, les Azéris, globalement biens moins islamiques que leurs « frères » ethniques turcs, dont ils parlent une langue très proche, sont chiites, mais le très sunnite Erdogan



compte justement dépasser cette différence au nom du panturquisme racialisé, une idéologie qui parle au cœur des nationalistes azéris depuis plus d'un siècle, lorsque Turcs et Azéris participèrent ensemble au génocide des populations arméniennes et syriaques d'Anatolie et d'Azerbaïdjan en vue d'unir les Frères turcophones séparés par l'obstacle ethno-religieux et géographique arménien. D'après certains analystes, la rhétorique belliciste d'Ankara est aussi un moyen pour Erdogan – lequel a dû composer avec Vladimir Poutine en Syrie en renonçant à son objectif de renverser Assad – de distraire son opinion publique et de faire ainsi oublier qu'Ankara travaille de façon moins glorieuse avec l'Iran et la Russie. Ces derniers ont en effet vaincu les rebelles syriens islamistes-sunnites anti-Assad, désormais cantonnés dans le réduit sous supervision turque d'Idlib-Afrin dans le nord-ouest de la Syrie. Cela permet aussi au Grand Turc de détourner l'attention des problèmes économiques de son pays et de recruter davantage de réfugiés syriens désœuvrés pour servir de « proxys » de l'armée turque dans diverses zones de conflit. Cet activisme tous azimuts s'auto-légitime au nom d'une cause religieuse panislamiste-panturquiste sur lesquelles prospère le parti au pouvoir à Ankara, l'AKP (parti de la Justice et du Développement), et dont l'allié électoral stratégique depuis 2016 est le parti d'extrême-droite panturquiste MHP, fanatiquement arménophobe et anti-kurde.

Les jihadistes internationaux de la Turquie d'Erdogan

Entre juillet et novembre 2020, dans le cadre de l'aide à "l'Etat frère azéri, la Turquie a acheminé des avions, des drones, des armes lourdes et des milliers d'islamistes et jihadistes exfiltrés de Syrie et de Libye vers le Haut-Karabakh. Ces combattants islamistes, souvent d'ex-jihadistes d'Al-Qaïda ou Daech, ont déjà été utilisés auparavant par Ankara et l'agence de mercenaires islamistes SADAT (du général Adnan Tanriverdi, proche d'Erdogan) contre les loyalistes pro-Bachar al-Assad et les Kurdes en Syrie puis, plus récemment, en Libye contre les forces anti-islamistes et nationalistes du maréchal Khalifa Haftar, quant à lui soutenu par les Émirats, la Russie, l'Égypte et la France. Erdogan justifie son activisme néo-colonial ottoman en se faisant passer pour un « protecteur des musulmans » et en utilisant une terminologie donnant l'impression qu'il lutte pour une cause « islamique » à chaque fois qu'il s'en prend verbalement à Israël, que son armée menace la République de Chypre ou la Grèce en Méditerranée (en fait pour s'emparer du gaz off-shore grec), ou que ses « proxys » islamistes/jihadistes recrutés en Syrie sévissent contre les Kurdes syriens ou irakiens ou réalisent les basses-œuvres de l'armée turque en Libye, au profit du régime pro-Ankara et Frère-musulman de Tripoli. En réalité, il est assez étonnant que l'on ait pas parlé plus tôt de l'action de formation, recrutement et exfiltration de jihadistes internationaux par l'agence de mercenaires turque SADAT (dirigée par un général islamiste proche d'Erdogan), alors que ses équivalents américain, Black Water, et russe, Wagner, n'ont cessé d'être la cible des critiques dans les médias d'Occident. D'évidence, pour Recep Tayyip Erdogan, les jihadistes

syriens, qui seraient passés en deux semaines de 1000 à près de 4000 à l'assaut du Haut-Karabakh arménien, constituent un moyen efficace pour faire endosser par des forces « irrégulières » des crimes contre l'humanité, et qui pourraient être abandonnées une fois le travail terminé. Des rapports récents des Nations Unies ont d'ailleurs clairement dénoncé la violation par la Turquie de l'embargo sur la Libye et les crimes graves commis par les jihadistes enrôlés par la Turquie, y compris l'utilisation d'enfants-soldats en Syrie et en Libye.

Les Balkans, cheval de Troie d'Erdogan en Europe

La Turquie s'intéresse aux Balkans et à l'Europe centrale depuis l'époque de l'Empire ottoman. Comme en Syrie, à Chypre, en Mer Égée, en Irak, ou dans le Caucase, Ankara estime devoir y défendre des intérêts vitaux, stratégiques, économiques, religieux et culturels. Les liens de la Turquie avec les Balkans remontent à l'Empire turco-ottoman, lorsque, au sommet de sa puissance, la Sublime Porte contrôlait presque toute la région et menaçait en permanence d'assiéger Vienne et donc l'empire austro-hongrois considéré alors comme le rempart de la chrétienté contre l'empire turco-musulman du Sultan Souleiman.

Dans cette configuration de « reconquête » de l'Europe « chrétienne » jadis turco-ottomane, la Bosnie-Herzégovine, composée d'un tiers de Bosniens ou Musulmans de Bosnie, est un partenaire politique naturel de la Turquie, surtout depuis l'effondrement de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990, favorisée par les pays occidentaux anti-serbes et anti-russes. Du fait que les minorités autochtones converties à l'islam ou les colons turcs étaient mieux lotis que les chrétiens à l'époque ottomane, ils s'identifient souvent à la Turquie. Et dans le cadre de son irrédentisme néo-ottoman, Erdoğan joue allègrement sur ce registre lorsqu'il se déplace dans les Balkans. D'un point de vue géopolitique, il s'agit d'une véritable provocation envers les Etats souverains de la région qui se sont libérés difficilement, entre le XIX^e et le XX^e siècle, du joug turco-islamique qui avait transformé les chrétiens autochtones en parias humiliés, soumis et écrasés par les impôts et captures d'enfants (*Devchirme/Janissaires*). Depuis les guerres ex-yougoslaves des années 1990, et après l'éclosion de petits Etats ethno-confessionnels musulmans comme la Bosnie et le Kosovo, la Turquie réislamisée par Erdogan puis Erdogan se présente comme le « protecteur » des populations musulmanes est-européennes. Des fonds turcs conséquents sont ainsi alloués depuis des années à la reconstruction de monuments ottomans, de mosquées, de projets financiers, ceci afin de consolider sa présence de la Turquie dans la région. Couplé au soft power des productions cinématographiques, des coopérations scolaires, des envois de prédicateurs et du développement de l'enseignement du turc et des projets de développement économiques, cet activisme islamique turco-ottoman a contribué à redorer le blason de la Turquie et à faire d'Erdogan un véritable « néo-Sultan » des Balkans. Tout cet activisme turco-ottoman et panislamiste-conquérant,

que les pays de l'OTAN ont encouragé depuis les années 1990, face aux Serbes, l'Union européenne le paiera bientôt très cher, notamment lorsque la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine et le Kosovo rentreront dans l'Union européenne... Erdogan ou ses successeurs islamonationalistes turcs disposeront alors dans l'UE non plus seulement de diasporas-réserves d'électeurs turcs, mais d'Etat-clients islamiques ou réislamisés mis à disposition de la stratégie néo-ottomane d'Ankara et des lobbies panislamistes mondiaux...

Couplé à *soft power* des productions cinématographiques, des coopérations scolaires, des envois de prédicateurs religieux et du développement de l'enseignement du turc et des projets de développement économiques, cet activisme néo-ottoman auprès des bosno-musulmans et d'autres minorités slavo-musulmanes des Balkans puis des musulmans d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine a contribué à redorer le blason de la Turquie et à faire d'Erdogan un véritable « Sultan » des Balkans, l'une des personnalités les plus populaires et influentes au sein des populations musulmanes balkaniques. Tout cet activisme turco-ottoman et panislamiste, que les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'OTAN ont encouragé depuis les années 1990, face notamment aux Serbes, les pays occidentaux risquent de le payer très cher lorsque la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine, et surtout le Kosovo, Etat mafieux illégalement créée par les forces de l'OTAN après la guerre de 1998-1999 en violation de la souveraineté serbo-yougoslave, rentreront tôt ou tard dans l'Union européenne...

Les quatre points faibles de l'Europe et de l'Occident face à la Turquie

Il y a d'abord et principalement la question du danger islamoterroriste qui pèse sur l'Europe. Même s'ils ont mis longtemps avant de le comprendre, les dirigeants européens savent maintenant que le régime turc a tissé des liens étroits avec les grandes organisations terroristes qui sévissent dans le monde, y compris avec Daech. Lors de sa conférence commune à Londres avec Donald Trump, le 3 décembre 2019, le président français Macron déclarait clairement : « *Quand je regarde la Turquie, elle combat maintenant ceux qui ont combattu avec nous (les kurdes), à nos côtés contre l'Etat islamique et parfois les Turcs travaillent avec des intermédiaires de l'EI, C'est un problème et c'est un problème stratégique... L'ennemi commun aujourd'hui ce sont les groupes terroristes et je suis désolé de constater que nous n'avons pas la même définition du terrorisme* ». Que ce soit en territoire syrien sous son contrôle, ou à ses frontières, ou encore en Libye, Erdogan dispose d'un réservoir de terroristes que les pays européens redoutent à juste titre.

Le second point faible de l'Europe face à la Turquie est l'immigration clandestine. Malgré les énormes subventions que la Turquie perçoit de l'Union européenne pour surveiller ses frontières, le régime turc menace régulièrement d'ouvrir les vannes du pipeline migratoire

pour inonder l'Europe. Erdogan retient près de 4 millions de réfugiés Syriens qu'il peut à tout moment relâcher sur l'Europe.

Le troisième point faible, ce sont les millions de musulmans et de Turcs peu intégrés qui vivent en Allemagne, en France, en Belgique, en Espagne, en Grèce, au Danemark, aux Pays-Bas et que Ankara voudrait utiliser comme des vecteurs d'influence et d'irrégentisme turcs en Occident... Certains pensent encore aujourd'hui que les associations islamiques et les différentes institutions représentatives des musulmans en Europe sont contrôlées par certains pays du Golfe. Or, les études académiques récentes et les rapports de renseignement indiquent que près de 85% de ces associations sont soit sous influence turque soit sous influence iranienne. Le 19 janvier 2021, le quotidien français *La Croix* titrait : « *Le Conseil français du culte musulman (CFCM) a élu dimanche 19 janvier son nouveau président. Les fédérations de sensibilité turque sont désormais les plus représentées au conseil d'administration. Depuis une dizaine d'années, l'islam est devenu un instrument diplomatique pour la Turquie en Europe* ».

Le quatrième point faible, de l'Occident et de l'OTAN, cette fois-ci, c'est la présence problématique de 50 ogives nucléaires tactiques américaines abritées dans la base militaire d'Incirlik (Turquie), théoriquement américaine, mais qu'Erdogan entend utiliser comme atout stratégique-sécuritaire en les prenant en otage... La base d'Incirlik, à 110 km de la Syrie, abrite en effet des bombes thermonucléaires B61, certes utilisées comme moyen de dissuasion vis-à-vis de la Russie et pour prouver l'engagement des États-Unis envers l'OTAN (28 pays dont la Turquie), mais dont le récent rapprochement tactique russo-turc rend illisibles détruit la vocation stratégique initiale. Un véritable chauchemar stratégique pour l'Alliance atlantique et Washington...

Conclusion

Que ce soit à Chypre, en Grèce, en Libye, en Syrie, en Irak, en Egypte, aux Balkans, en Europe, et on peut ajouter en Tunisie, à Gaza, en Afrique subsaharienne, le régime turc constitue une menace globale de déstabilisation et de tension. Soit en intervenant directement, comme c'est le cas en Syrie ou en Libye ; soit en hébergeant les différents chefs des Frères musulmans ; soit en actionnant les terroristes sous son contrôle ; soit en utilisant les millions d'immigrés clandestins comme monnaie d'échange ; soit encore en plaçant sous son influence idéologique et politique les différentes associations représentatives des musulmans en Europe. Ce sont autant de défis politiques, géopolitiques, économiques, militaires et sécuritaires que notre colloque va mettre en exergue afin que les pays concernés, qu'ils soient arabes ou occidentaux, en tirent les conclusions et en apportent les réponses.

A. D. V.